

N-Calédonie : les indépendantistes «ne respecteront pas» le résultat du référendum

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures



Le drapeau des indépendantistes kanaks. *donyanedomam / stock.adobe.com*

Le FLNKS avec d'autres formations indépendantistes ont indiqué mardi qu'ils ne respecteraient pas le résultat du référendum sur l'indépendance, si la date du 12 décembre était maintenue, réitérant leur mot d'ordre de non-participation. *«Nous, les partisans du oui (à l'indépendance), souhaitons que cette ultime consultation de l'accord de Nouméa se déroule dans un climat serein et apaisé(...) ce ne sera pas le cas»,* ont indiqué devant la presse les responsables du FLNKS et leurs partenaires, réunis au sein d'un Comité stratégique indépendantiste de non-participation. Ils ont précisé que dans ces conditions ils ne *«respecteront»* pas le résultat *«et que »*si nécessaire ils *«pointeront devant la communauté internationale les manquements d'un État (français, ndlr) qui ne tient pas parole»*.

Les indépendantistes ont qualifié *«d'irrévocable»* leur décision, prise le 20 octobre, de ne pas prendre part au scrutin et ont précisé qu'ils n'avaient pas transmis de matériel de propagande pour la campagne à la commission de contrôle du vote. Bien qu'elle soit en net repli, l'épidémie de Covid-19, qui sévit dans l'archipel et a fait jusqu'alors 271 morts, est invoquée par les indépendantistes kanaks, considérant qu'une *«campagne équitable est impossible»*. Alors que la majorité des victimes est océanienne, les différentes mesures de confinement n'ont pas

permis aux populations de procéder aux rites funéraires traditionnels. *«La douleur et la dignité face aux morts est évidemment la même pour tout le monde. Nous disons simplement que notre culture du deuil est différente»*, a déclaré Marie-Pierre Goyetche du parti Travailleiste.

« **Se sentir engagée** »

Les indépendantistes ont en outre rappelé les propos du Premier ministre Edouard Philippe en octobre 2019 excluant *«que la troisième consultation puisse être organisée entre le milieu du mois de septembre 2021 et la fin du mois d'août 2022 (...) pour bien distinguer les échéances électorales nationales et celles propres à la Nouvelle-Calédonie»*. Fixée en juin dernier à Paris par l'État, la date du 12 décembre n'avait pas fait l'objet d'un consensus entre les loyalistes, qui la soutiennent, et le FLNKS. La coalition indépendantiste a en outre annoncé ne plus *«se sentir engagée»* dans le calendrier défini en mai dernier, qui ouvrait après le référendum une période de transition de 18 mois avant un référendum de projet en juin 2023.

En revanche, les différents leaders nationalistes ont rappelé que leur mot d'ordre était *«la non-participation et pas le boycott aux connotations négatives»* et qu'il n'y avait *«aucun appel à la violence»*. Le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, a annoncé la semaine dernière que la décision sur la tenue du vote interviendrait *«dans les dix jours»* avec la situation sanitaire pour seul critère. Dans le cadre du processus de décolonisation de l'accord de Nouméa (1998), deux référendums ont eu lieu en 2018 et 2020 et rejeté l'indépendance avec une majorité de 56,7% puis 53,3%.